

## Hommage au Conseil de sécurité des Nations unies dans les rues de Bujumbura

PANA, 25 juin 2017 Bujumbura, Burundi - Des manifestants (photo), se revendiquant de la société civile locale, ont rendu hommage samedi, dans les rues de Bujumbura, au Conseil de sécurité pour sa déclaration en milieu de cette semaine, reconnaissant, selon les organisateurs, le retour à la paix au bout d'une longue crise politique des élections nationales controversées et émaillées de violences de 2015 au Burundi. Les organisations de la société civile ne pas une même voix au Burundi où celles passant pour les plus représentatives ont été suspendues et leurs leaders partis en exil à l'étranger pour des raisons de sécurité.

La marche-manifestation de ce samedi, attribuée à des organisations proches du pouvoir, est l'une des rares à soutenir publiquement les Nations Unies qui entretenaient, jusque récemment encore, des relations plutôt houleuses avec le régime burundais, notamment sur le respect des droits de l'homme et des libertés publiques. La société civile locale semble cependant être allée vite en besogne, à en juger par la déclaration du Conseil de sécurité, plutôt nuancée sur la sécurité du Burundi qui reste «instable», la situation socio-économique «qui se dégrade» et la récente décision autorisée de mettre en place une commission de révision de la Constitution qui risque de provoquer «une escalade dans la crise», compte tenu du contexte de «fortes restrictions aux libertés civiles». Le 12 mai dernier, la «Commission nationale de dialogue inter-burundais (Cndi, gouvernementale) avait rendu public un rapport, indiquant qu'une «majorité de burundais» soutient le projet de révision de la Constitution, notamment dans le sens de supprimer les restrictions au nombre de mandats présidentiels. On attribue généralement l'origine de la crise politique au troisième mandat de l'ancien chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, jugé contraire à la Constitution et l'Accord de 2000, à Arusha, sur la paix et la conciliation nationale, dans les milieux de l'opposition. En matière de sécurité, la nouvelle déclaration du Conseil de sécurité pointe des «attaques à la grenade dans la capitale, ces dernières semaines, ainsi que la répression et l'intimidation des opposants de la part des forces de sécurité et des groupes qui leur sont liés». Le Conseil se fait, en outre, écho d'un récent rapport du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, relatant des «arrestations, des détentions arbitraires, de la torture et de mauvais traitements à l'égard de membres de l'opposition ou perçus comme tels», au Burundi. Par ailleurs, «les cas d'incitation à la violence et à la haine ont augmenté depuis avril, notamment à l'occasion des rassemblements des Imbonerakure, les milices de jeunes du parti au pouvoir», indique la déclaration. L'indexation des «Imbonerakure» (Ceux qui voient de loin, en langue nationale, le Kirundi), comme tant des «milices», a toujours été rejetée et condamnée par le parti au pouvoir, indiquant qu'il n'avait pas le monopole de la jeunesse militante au Burundi. Concernant les perspectives d'avenir, la déclaration du Conseil de sécurité encourage le déploiement d'au moins 200 observateurs militaires et des droits de l'homme de l'Union africaine (UA), en renfort à la trentaine d'observateurs qui s'y trouvent déjà. D'un autre côté, le Conseil compte sur la récente nomination, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, de l'ancien président de la transition au Burkina Faso, Michel Kafando, comme Envoyé spécial au Burundi, pour avoir «une meilleure compréhension du processus politique en cours» dans ce pays instable des Grands lacs. Au niveau économique et humanitaire, la déclaration du Conseil de sécurité s'alarme de «3 millions de personnes dans le besoin d'aide humanitaire et de 2,6 millions exposés à une insécurité alimentaire aiguë», alors que 700.000 autres dépendent d'une aide alimentaire d'urgence». Le sort de «plus de 400.000 réfugiés et 209.000 déplacés internes» préoccupe également les Nations Unies, tout en notant que le gouvernement burundais avait levé certaines restrictions à l'accès humanitaire.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});